SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

2011, le spectre de la guerre du blé

Accidents de la nature, sécheresse et réchauffement climatique. Et si l'Europe n'a plus de blé à vendre pour les pays – comme l'Algérie —qui en produisent peu ou pas ?

Par Brahim Taouchichet

Photos : DR

C'est dans un contexte qui porte encore les stigmates de la crise financière internationale que vient de prendre fin (26-30 janvier) le Forum économique mondial de Davos (Suisse). L'un des sujets phare de cette rencontre de chefs d'Etat, d'hommes politiques et des médias aura été les fluctuations des prix de produits alimentaires.

Les participants ont été mis face à un constat des plus alarmants : les prix flambent ! A l'évidence, c'est là une bombe à retardement qui nous rappelle les émeutes de la faim en 2008 dans certaines parties du monde. Oui, le spectre de la faim plane sur l'année 2011 ! Une année marquée déjà par les insurrections de Tunisie et d'Égypte et les émeutes contre l'augmentation du prix de l'huile et du sucre en Algérie début janvier. Cette inquiétude a été largement développée récemment avec force arguments par l'expert et analyste politique du CIHEAM (Centre internationale de hautes études agronomiques méditerranéennes), en l'occurrence Sébastien Abis lors d'une rencontre à Alger (lire entretien).

L'inquiétude après l'euphorie

A l'euphorie de l'autosuffisance en blé dur et orge sur la base des bilans de campagnes très encourageantes 2009 et 2010 (61,2 millions de quintaux dont 24 millions pour l'orge, 24,3 millions en blé dur et 11,3 millions en blé tendre) va succéder très vite l'inquiétude quant aux capacités nationales de satisfaire les besoins de consommation.

Les émeutes de janvier dernier ont réduit à néant la sérénité de mise des décideurs si l'on en juge par la panique qui s'est emparée d'eux en dépit des récentes dénégations du ministre de l'Agriculture Rachid Benaïssa au Forum d'*El Moudjahid*, mercredi 27 janvier, affirmant qu'il n'y avait pas eu d'achat massif de blé et que les importations en question entraient dans le cadre de constitution des stocks réguliers. «L'Algérie constitue ses stocks d'abord à partir de la production nationale puis des importations.» Ainsi, un million de tonnes de blé a été acheté. On aura observé la même tendance chez les pays voisins et l'Égypte (4,5 millions de tonnes). «Ces cinq pays, soit 2% de la population mondiale, représentent 6% de la consommation mondiale du blé, et entre 18 et 20% des importations de blé dans le monde.» On a voulu tourner la page du sombre épisode de 2008 où le prix du blé avait crevé le plafond en atteignant 800 dollars la tonne.

En Algérie, la facture alimentaire atteint 8 milliards de dollars et on souligne que les ménages dépensent 50% de leurs revenus dans la facture alimentaire. De quoi mettre à genoux les pays à faibles capacités financières et pousser aux émeutes de la faim. Et c'est d'ailleurs ce qui s'est produit ! La paix sociale ayant un prix, le gouvernement y mettra les moyens pour conjurer les démons de la faim et désamorcer les scénarios catastrophe. Pour cela, il a été créé un Fonds de régulation des recettes d'hydrocarbures évaluées à 50 milliards de dollars. La bonne tenue des cours de pétrole renforce davantage cette marge de gestion des tensions sociales latentes. Ceci dit, c'est là un seul facteur important de stabilité sociale mais pas le seul. Il reste que la problématique de la sécurité alimentaire et la mise en place d'une stratégie efficiente pour y arriver sont au cœur de la mise en place du Plan national de développement agricole (Pnda), dont la pertinence est relevée par les experts internationaux. Ce plan vise à adapter le système des cultures aux conditions climatiques et pédologiques, augmenter la productivité par l'introduction de techniques agricoles nouvelles.

En matière de céréales, les rendements évoluent nettement, passant de 12-14 quintaux à l'hectare dans les années 1980 à une moyenne nationale de 40 quintaux et à près de 80 quintaux dans certains cas. Dans la foulée, les dettes des fellahs de l'ordre de 41 milliards de dinars ont été effacées. Chiffres encourageants s'il en est, mais qui ne doivent pas cacher une réalité plutôt inquiétante quant à la quasi-impossibilité de parvenir à l'autosuffisance. Cette dépendance aux importations se transforme en vulnérabilité aggravée par les conditions draconiennes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) imposées aux pays du sud de la Méditerranée, à l'exemple de l'Algérie qui exporte d'ailleurs très peu de produits agricoles et qui doit paradoxalement ouvrir son marché, «une autoroute pour les produits européens et une ruelle pour les produits des pays maghrébins», dira l'analyste-politique Sébastien Abis.

Laissés sur le carreau

Par ailleurs, d'autres défis sont incontournables. Ils tiennent de la nature même du pays où vivent plus de 35 millions de personnes sur 4% du territoire, le reste étant constitué de montagnes et de sable. De plus, il y a les conditions climatiques marquées par une sécheresse endémique sans oublier le réchauffement climatique continu et les autres fléaux naturels tels que les incendies. La Russie, ravagée par le feu en été 2010, a arrêté unilatéralement les exportations de blé.

Sachant sa position de gros exportateur à l'exemple de la France avec 35 millions de tonnes par an de blé tendre, nombreux sont les pays qui seront laissés sur le carreau. N'oublions pas aussi les effets dévastateurs des inondations (Pakistan).

Quand la paysannerie s'urbanise

La dynamique démographique interpelle, quant elle, la population agricole dont le nombre va en s'amenuisant pour nombre de facteurs internes et externes. Bien que la paysannerie représente le tiers du nombre total des habitants avec moins de 12 millions de personnes, elle est incapable de nourrir les gens des villes et a fortiori elle-même, pour preuve le soutien que lui procure la rente pétrolière sous forme de subventions diverses. 70% des propriétés agricoles ont une superficie de 10 hectares. Ce n'est pas tout, les experts signalent que ces mêmes propriétés connaissent un phénomène de morcellement en menues parcelles du fait de leur partage entre les membres de la famille dans le cadre de succession d'héritage, d'où le coup porté aux rendements tirés vers le bas.

De plus, il y a la tendance à l'abandon du travail de la terre du fait de sa pénibilité. Les nouvelles générations arrivent à avoir de meilleurs revenus dans les emplois de proximité dans les activités de services ou dans les usines ou chantiers. La dichotomie ville-campagne, urbain-rural accentue ainsi la problématique de la sécurité alimentaire dans un environnement mondial fait de spéculation (pour faire monter les prix des céréaliers en Europe, ils laissent leurs champs enfriche !). A la guerre comme à la guerre ? Autre réalité, autre contrainte, nouvelle celle-là. Elle vient de la diète alimentaire méditerranéenne ou des nouvelles habitudes de consommation. Manger du pain blanc (et on en manque beaucoup !) est perçu comme un signe d'aisance opposé au pain noir du pauvre. Or, il s'avère que le pain blanc, du fait de sa teneur en gluten, pose un sérieux problème de santé. La mauvaise nutrition a pour conséquence l'obésité qui touche 20% des enfants maghrébins, en plus des maladies cardiovasculaires et du diabète chez les adultes. Cette diète alimentaire serait à l'origine de 50% des décès du fait de la mauvaise alimentation.

La course contre la montre

Bien sûr, le souci premier reste la disponibilité des ressources alimentaires surtout quand on sait le choix «criminel» des agro-carburants (30% du maïs américain) source d'argent mais qui privent de nourriture des pans entiers des populations du monde où souffrent 1 milliard d'affamés, surtout des ruraux.10% des enfants égyptiens sont sous-alimentés.

Selon la FAO, il faudra augmenter la production agricole de 70% pour nourrir les 9 milliards d'habitants. L'acuité de la sécurité alimentaire est rendue encore plus forte quand on sait que des pays où les terres cultivables sont quasi inexistantes investissent dans d'autres contrées où il y a le plus d'opportunités comme le font, entre autres, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, pays désertiques par excellence.

Couplée au manque d'eau, la problématique est encore plus complexe. C'est le cas de l'Algérie où, malgré les efforts de gagner des surfaces cultivables (avec aussi le risque de fatigue et d'appauvrissement de la terre, de rupture d'un équilibre écologique relatif), cela reste insuffisant. C'est visiblement la quadrature du cercle ? Conjugué à d'autres facteurs sociopolitiques, dont le chômage, le «prétexte alimentaire» est source d'explosion sociale. La course contre la montre est engagée...

B. T.

ERRATUM

L'article paru dans notre édition d'hier intitulé «Égypte : Les prières d'Obama, la fin du raïs, le rêve égyptien» est signé Brahim Taouchichet. Nos excuses à nos lecteurs et à l'auteur de l'article.